



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GUYANE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R03-2020-258

PUBLIÉ LE 18 NOVEMBRE 2020

Sommaire

DGCAT

R03-2020-11-16-004 - 20201116 AP ConseilSurveillanceGPMG (3 pages) Page 3

DGCOPOP

R03-2020-11-13-003 - Arrêté portant délégation de signature dans l'application CHORUS COEUR (2 pages) Page 7

R03-2020-11-16-005 - Arrêté portant modification des membres de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) (3 pages) Page 10

DGTM

R03-2020-11-16-008 - Arrêté d'autorisation environnementale relatif à l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de roche et de latérite au lieu dit Montagne Yéyé sur les communes de Montsinéry-Tonnégrande et Roura par la société SARL Carrière du Galion (42 pages) Page 14

R03-2020-11-17-001 - Arrêté portant autorisation de déroger aux interdictions liées aux espèces protégées et aux espaces protégés à Jérémie LEMAIRE (4 pages) Page 57

R03-2020-11-16-007 - Arrêté rejetant la demande de modification des limites de l'AEX n°072017 par la SARL SOMIRAL Crique Benoît à Régina (2 pages) Page 62

DGCAT

R03-2020-11-16-004

20201116 AP ConseilSurveillanceGPMG

Composition du Conseil de Surveillance suite aux dernières élections locales



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Générale
Coordination et Animation Territoriale**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°
Fixant la composition du Conseil de surveillance du Grand port maritime de la
Guyane**

Le Préfet de Guyane
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code des transports, notamment ses articles L. 5312-11 et L. 5713-7-1 ainsi que R. 5312-36 à R. 5312-39-1, R. 5713-8 ;

VU la loi n° 2012-260 du 22 février 2012 portant réforme des Ports d'outre-mer relevant de l'État ;

VU la loi n° 2016-816 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2012-1102 du 1er octobre 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des grands ports maritimes de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion ;

VU le décret n° 2012-1105 du 1er octobre 2012 instituant le Grand Port Maritime de la Guyane ;

VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane – Monsieur Marc DEL GRANDE,

VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

VU le décret du 1er janvier 2020, portant nomination de M. Rémi BOCHARD, administrateur civil détaché en tant que Sous-Préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane, en qualité de secrétaire général adjoint des services de l'État et directeur général de la coordination et de l'animation territoriale, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane

VU l'arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 3 avril 2018 portant nomination de Mme Anne BOLLIET au conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Guyane,

VU l'arrêté interministériel du 30 janvier 2020 nommant M. Raynald VALLEE, administrateur en chef de première classe des affaires maritimes en qualité de directeur général des territoires et de la mer en Guyane, et nommant Mme Claire DAGUZE, administratrice principale des affaires maritimes, en qualité de directrice adjointe des territoires et de la mer de la Guyane, chargée de la mer, du littoral et des fleuves, de la transition écologique et solidaire, chargé des transports

VU l'arrêté conjoint de la ministre des outre-mer et du secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports en date du 30 mars 2020, portant nomination de Mme Claire DAGUZE au conseil de surveillance du Grand Port Maritime de la Guyane,

VU l'arrêté préfectoral R03-2020-06-05-002 du 5 juin 2020 portant composition du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Guyane,

VU l'arrêté préfectoral n° R03-2020-01-06-005 DGCAT-06-01-20 du 6 janvier 2020 portant délégation de signature à monsieur Rémi BOCHARD, Secrétaire Général adjoint des services de l'État et Directeur Général de la Coordination et de l'Animation Territoriale

VU les désignations de la Collectivité Territoriale de Guyane, et de la commune de Rémire-Montjoly,

VU le procès-verbal final notifiant le résultat des élections des représentants des salariés du Grand Port Maritime de la Guyane en date du 22 février 2018

Sur proposition du Secrétaire Général Adjoint des Services de l'État, Directeur Général de la Coordination et de l'Animation Territoriale de la Guyane,

ARRÊTE

Article 1 : Le Conseil de surveillance du Grand port maritime de la Guyane est composé comme suit :

Au titre des représentants de l'État :

- M. Marc DEL GRANDE, Préfet de la région Guyane, Préfet de la Guyane,
- M. Raynald VALLEE, Directeur Général des Territoires et de la Mer de la Guyane,
- Mme Anne BOLLIET, représentante du ministère de l'économie et des finances,
- Mme Claire DAGUZE, Directrice adjointe des territoires et de la mer de la Guyane, chargée de la mer, du littoral et des fleuves,

Au titre des collectivités territoriales et de leurs groupements :

- Mme Isabelle PATIENT, Vice-Présidente de la Collectivité Territoriale de Guyane, représentante de la CTG,
- M. Jocelyn HO TIN NOE, représentant de la Collectivité Territoriale de Guyane,
- M. Julien KAYAMARÉ, conseiller municipal, représentant de la Commune de Rémire-Montjoly,
- le membre du conseil de la Communauté de Communes Des Savanes, désigné par ce conseil,
- le membre du conseil de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral, désigné par le conseil,

Au titre des représentants du personnels du grand port maritime :

- Mme Sandy BOUCHENAF
- Mme Auriette CHANDELY
- M. Alain HATIL

Au titre des personnalités qualifiées

Désignées par la CCI :

- Mme Carine SINAI-BOSSOU, Présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Guyane,
- M. Joseph HO CHO SHU, membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Guyane,
- M. Bernard BOULLANGER, membre de la la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Guyane,

Désignées par l'État

- Mme Brigitte PETERSEN, dirigeante de société,
- M. Jean-Yves HO YOU FAT, cadre de société,

Article 2 : Dans les deux mois à compter de sa notification – pour le tiers intéressé – ou, de sa publication – pour les personnes ayant à agir – au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane, le présent arrêté peut faire l'objet de recours amiable et contentieux :

- un recours gracieux est à adresser à M. le préfet de la région Guyane – Rue Fiedmond – BP 7008 – 97307 CAYENNE Cédex.

- un recours hiérarchique est à adresser à M. le ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS.

- un recours contentieux est à adresser à M. le président du tribunal administratif – 7 rue Schoelcher – BP 5030 – 97305 CAYENNE Cédex.

Tout recours amiable (recours gracieux et/ou hiérarchique) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

L'exercice d'un recours amiable a pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux. Le délai recommence à courir à compter de la réception du rejet explicite ou implicite (en l'absence de réponse de l'Administration au terme du même délai de deux mois, la décision est juridiquement qualifiée de rejet implicite).

Article 3 : Le secrétaire général des services de l'État, le directeur général de la coordination et de l'animation territoriale, le directeur général des territoires et de la mer et le président du directoire du Grand Port Maritime de Guyane sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Cayenne, le

16 NOV 2020

Le Préfet,

Marc DEL GRANDE

DGCOPOP

R03-2020-11-13-003

Arrêté portant délégation de signature dans l'application
CHORUS COEUR



Arrêté

Portant délégation de signature
dans l'application CHORUS COEUR

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COHESION ET DES POPULATIONS

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire comptable et publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Marc DEL GRANDE, sous-préfet hors classe, en qualité de Préfet de la région Guyane, Préfet de la Guyane ;

Vu l'arrêté du Premier ministre, de la ministre des solidarités et de la santé, du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, de la ministre des outre-mer et de la ministre des sports en date du 23 mai 2019, nommant Monsieur Didier DUPORT, inspecteur de classe exceptionnelle de l'action sanitaire et sociale, Directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la Guyane ;

Vu l'arrêté du 30 janvier 2020 portant nomination (directions générales des services déconcentrés de l'État en Guyane) ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 portant délégation de signature à M. Didier DUPORT, Directeur Général de la Cohésion et des Populations ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2020 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de procéder à l'ensemble des opérations de mise à disposition et de reprise des crédits sur l'ensemble des UO, dans l'application CHORUS COEUR, à **Mme Anne DERENONCOURT**, chargée du pilotage et de la coordination de la DGCOPOP.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de procéder à l'ensemble des opérations de mise à disposition et de reprise des crédits pour les BOP 104, 135, 137, 157, 177, 303, 304, dans l'application CHORUS COEUR, à **Mme Chantal SMOCK**, gestionnaire administrative et financière du pôle politiques sociales, prévention et inclusion, et à **Mme Nadia EDOUARD**, cheffe du pôle politiques sociales, prévention et inclusion.

Article 3 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de procéder à l'ensemble des opérations de mise à disposition et de reprise des crédits pour le BOP 163 dans l'application CHORUS COEUR, à **Mme Flora YOUAN**, cheffe du pôle jeunesse, éducation populaire et vie associative.

Article 4 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de procéder à l'ensemble des opérations de mise à disposition et de reprise des crédits pour le BOP 219, dans l'application CHORUS COEUR, à **M. Roland MONJO**, chef du pôle sport.

Article 5: Délégation de signature est donnée, à l'effet de procéder à l'ensemble des opérations de mise à disposition et de reprise des crédits pour les BOP 102, 103, 111, 134, 155, 159 dans l'application CHORUS COEUR, à **Mme Carinne THOMAS**, chargée de mission « mutations économiques », **Mme Harlette ALAIS-MOORE**, assistante administrative et de gestion, **Mme Christine APAUWINIE**, chargée de mission « Fonds social européen ».

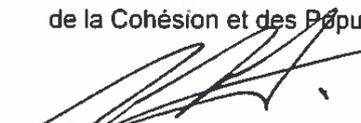
Article 6: Délégation de signature est donnée, à l'effet de procéder à l'ensemble des opérations de mise à disposition et de reprise des crédits pour le BOP 155 « Assistance technique FSE » et le compte de tiers FSE 464.1 Centre financier L102 dans l'application CHORUS COEUR, à **Mmes Brigitte PLAZE** et **Christine APAUWINIE**, chargées de mission « Fonds social européen ».

Article 7 : L'arrêté R03-2020-10-05-001 du 05 octobre 2020 portant délégation de signature dans l'application CHORUS COEUR est abrogé.

Article 8 : Le Directeur Général de la Cohésion et des Populations de la Guyane est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Guyane.

Fait à Cayenne, le **13 NOV. 2020**

le Directeur Général
de la Cohésion et des Populations de Guyane



Didier DUPORT

DGCOPOP

R03-2020-11-16-005

Arrêté portant modification des membres de la
Commission des droits et de l'autonomie des personnes
handicapées (CDAPH)



Arrêté n°
portant modification des membres de la Commission des droits et de l'autonomie
des personnes handicapées (CDAPH)

LE PRESIDENT DE LA COLLECTIVITE
TERRITORIALE DE GUYANE

LE PREFET DE LA REGION GUYANE
PREFET DE GUYANE

- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 2,
- Vu le Code de l'action sociale et des familles (CASF) notamment les articles L146-9, L241-5, R241-24, R241-25 et R241-27,
- Vu la délibération n°02/2014-09/MDPH-COMEX de la Commission exécutive de la MDPH du 15 septembre 2014 décidant de l'organisation de la CDAPH en sections locales ou spécialisées,
- Vu la séance plénière de la collectivité territoriale de Guyane (CTG) du 18 janvier 2016 proposant les représentants devant siéger au sein de la CDAPH,
- Vu le procès-verbal du Conseil d'administration en date du 04 mai 2018 de la Caisse d'allocations familiales, désignant les membres titulaires et suppléants, représentatifs de l'institution,
- Vu le procès-verbal du Conseil d'administration en date du 29 mai 2018 de la Caisse générale de la sécurité sociale, désignant les membres titulaires et suppléants, représentatifs de l'institution,
- Vu les courriers du 18 juillet 2018 de la Présidente de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées relatifs au renouvellement des membres siégeant au sein de la CDAPH,
- Vu l'arrêté R03-2018-11-22-016 du 22 novembre 2018 portant nomination des membres de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH),
-
- Vu la lettre de l'association GCSMS Handicap « D'un continent à l'autre » datée du 19 septembre 2019 portant modification de ses représentants siégeant à la CDAPH,

MC

MA

- Vu la lettre de l'APADAG datée du 9 novembre 2020 portant modification de ses représentants siégeant à la CDAPH,
- Vu la proposition du 3 novembre 2020 de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) portant modification des noms des suppléants siégeant à la CDAPH,
- Vu les lettres du rectorat datées des 3 et 9 novembre 2020 portant modification de ses représentants siégeant à la CDAPH,

Sur proposition du Directeur général de la cohésion et des populations, du Recteur d'Académie, du Président de la Collectivité Territoriale de Guyane et de la Directrice de la Maison départementale des personnes handicapées de Guyane.

ARRÊTENT

Article 1 :

Les paragraphes 1°), 5°), 6°) et 8°) sont modifiés comme suit :

| 1°) Quatre membres représentant de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) désignés par la Président de la CTG | |
|---|---|
| Titulaires | Suppléants |
| Mme Emilie VENTURA | Pas de changement |
| Mme Catherine LEO | Mme Rolande CHALCO-LEFAY M. Hadj BOUCHEIDA Mme Sau-Wah LING |
| Mme Audrey MARIE | M. Mécène FORTUNE M. Jehan-Olivier MAIGNIEN Mme Anne-Marie READ |
| M. Athys JAÏR | Pas de changement |

| 5°) Un représentant des associations de parents d'élèves proposé par le Directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie, parmi les personnes présentées par ces associations | |
|---|--|
| Titulaires | Suppléants |
| Mme Aïssatou CHAMBAUD (FAPEEG) | Mme Carole KEITA (FAPEEG Guyane) Mme Sylvina SAINT-LOUIS (FAPEEG Guyane) Mme Jocelyne ALPHONSE-BONNEAU (FAPEEG Guyane) |

Agc

DA

| 6°) Sept membres proposés par le Directeur général de la cohésion et des populations parmi les personnes présentées par les associations de personnes handicapées et leurs familles | |
|---|--|
| Titulaires | Suppléants |
| Mme Yolaine EDWIGE (APAJH) | M. Claude CHARLES-NICOLAS (APAJH) Mme Agnès CLAIRIS (APAJH) Mme Georgina JUDICK-PIED (AJAPH) |
| Mme Lucie BLEZES (GCSMS Handicap « D'un continent à l'autre ») | M. André DUJON (GCSMS Handicap « D'un continent à l'autre ») M. Jérôme DOMECH (GCSMS Handicap « D'un continent à l'autre ») |
| M. Robert RIVIERE (APADAG) | Mme MEJEAN Gislaine (APADAG) Mme CHARTEAU Aurore (APADAG) Mme DESCHAMP Magaly (APADAG) |

| 8°) Deux représentants des organismes gestionnaires d'établissements ou de services pour personnes handicapées, dont un sur proposition du Directeur général de la cohésion et des populations | |
|--|---|
| Titulaires | Suppléants |
| Mme Sylvie PHILIP (ADPEP) | Mme Sylviane ROSIER (Les PEP) Mme Marie-Solange DUMONT-SAÏBOU (Les PEP) Mr Albert CEZAR (Les PEP) |

Article 2 :

Le reste sans changement.

Article 3 :

Le Secrétaire général des services de l'État en Guyane, le Secrétaire général du recteur, le Directeur général de la cohésion et des populations, la Directrice de la Maison Départementale des personnes handicapées de Guyane sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Guyane ainsi qu'au Recueil des Actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Guyane.

Fait à Cayenne, le 11 6 NOV 2020

LE PRÉSIDENT DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE GUYANE

Collectivité
Territoriale
de Guyane

Rodolphe ALEXANDRE

LE PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE



Marc DEL GRANDE

DGTM

R03-2020-11-16-008

Arrêté d'autorisation environnementale relatif à l'extension
de l'autorisation d'exploiter une carrière de roche et de
latérite au lieu dit Montagne Yéyé sur les communes de
~~Montsinéry-Tonnégrande et Roura par la société SARL~~
~~carrière de roche et de latérite au lieu dit Montagne Yéyé sur les communes de~~
~~Montsinéry-Tonnégrande et Roura par la société SARL Carrière du Galion~~
Carrière du Galion



PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'aménagement des territoires et de la transition écologique
Service prévention des risques et industries extractives
Unité industries extractives

Direction Générale
des Territoires et de la Mer

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° relatif à l'extension de l'autorisation d'exploiter par les arrêtés préfectoraux du 26 septembre 1997 et du 7 avril 2011, une carrière de roche et de latérite au lieu dit « Montagne Yéyé » sur le territoire des communes de Montsinéry-Tonnegrande et de Roura et exploitée par la Société SARL Carrières du Galion

LE PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, son titre 1er du livre V ;
- Vu** la loi N° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;
- Vu** la loi n° 47-1018 du 9 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux départements ;
- Vu** le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;
- Vu** le décret du 1er janvier 2020 portant nomination du secrétaire général des services de l'État auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane (classe fonctionnelle III) – M. CLAUDON (Paul-Marie) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°R03-2019-12-31-001 du 31 décembre 2019 portant Organisation des Services de l'État en Guyane;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R03-2020-01-04-002 du 4 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Paul-Marie CLAUDON, Secrétaire Général des Services de l'État ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;
- Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- Vu** l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté du 19 avril 2010 modifié relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Vu** l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

1/52

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2016, portant création de la réserve biologique intégrale des Petites Montagnes Tortue (Guyane) et approbation de son premier plan de gestion ;

Vu l'arrêté n° 1472/1B/4D du 26 septembre 1997 autorisant la SARL Carrière du Galion à ouvrir et à exploiter une carrière de sable et de latérite sur le territoire de la commune de Montsinéry-Tonnegrande ;

Vu l'arrêté n° 540/DEAL du 7 avril 2011 autorisant la SARL Carrière du Galion à exploiter une carrière de sables et de latérite, au lieu dit « Montagne Yéyé » sur le territoire de la commune de Montsinéry-Tonnegrande ;

Vu la demande du 18 décembre 2020, présentée par la société Carrière du Galion dont le siège social est situé PK 22, route de l'Est – 97 311 ROURA, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de sable et de latérite située au lieu dit « Montagne Yéyé » sur le territoire de la commune de Montsinéry-Tonnegrande ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°R03-2018-07-23-002 portant prorogation du délai d'instruction de l'autorisation environnementale au titre de l'article R. 181-17 du code de l'environnement concernant la demande d'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière du Galion, lieu dit « Montagne Yéyé », commune de Montsinéry-Tonnegrande et Roura, par la société Carrière du Galion ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 7 mars 2019 ;

Vu la décision en date du 13 juin 2019 du président du tribunal administratif de la Guyane, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 août 2019 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours du 2 septembre 2019 au 02 octobre 2019 inclus sur le territoire des communes de Montsinéry-Tonnegrande et de Roura ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date du 16 août 2019 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de Montsinéry-Tonnegrande et de Roura ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 2020 portant sursis à statuer la demande d'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de sable et de latérite, au lieu dit « Montagne Yéyé » sur les communes de Montsinéry-Tonnegrande et Roura ;

Vu le courrier de l'exploitant du 23 juillet 2020 vis-à-vis de la mise en œuvre de la mesure compensatoire pour sa demande d'extension de la carrière du Galion ;

Vu le rapport n° REMD/CP/2019/n°443 et les propositions en date du 24 septembre 2020 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 24 septembre 2020 ;

Vu le courriel du pétitionnaire en date du 2 octobre 2020 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Vu l'avis de la commission départementale de la Nature, des Paysages et des sites en date du 26 octobre 2020 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Considérant que la société SARL Carrière du Galion demande une extension à l'autorisation d'exploiter une carrière de sable et de latérite actuellement autorisé par l'arrêté d'exploitation n°540/DEAL du 7 avril 2011 ;

Considérant que les activités prévues par la société SARL Carrière du Galion pour son extension, sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation environnementale au titre des rubriques n° 2510-1 et 2720-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les activités prévues par la société SARL Carrière du Galion pour son extension, sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515-1b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément à l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

Considérant que la nouvelle proposition de compensation remise le 23 juillet 2020 a été jugé acceptable par l'inspection des installations classées ;

Considérant que les mesures prévues par le pétitionnaire sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par l'installation, objet de la demande susvisée et de ses compléments notamment la proposition de compensation du 23 juillet 2020 ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que les mesures prévues par le pétitionnaire sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par l'installation, objet de la demande susvisée ;

Considérant que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention des risques incendie, de la pollution des eaux, des sols, de l'atmosphère et de nuisances sonores sont de nature à permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du secrétaire général des services de l'État :

ARRÊTE

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| 1 – Portée de l'autorisation et conditions générales..... | 8 |
| 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation..... | 8 |
| 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation..... | 8 |
| 1.1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs..... | 8 |
| 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement.. | 8 |
| 1.2 Nature des installations..... | 8 |
| 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau..... | 8 |
| 1.2.2 Situation de l'établissement..... | 9 |
| 1.2.3 Autres limites de l'autorisation..... | 10 |
| 1.2.4 Statut de l'établissement..... | 11 |
| 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation..... | 11 |
| 1.4 Durée de l'autorisation..... | 11 |
| 1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité..... | 11 |
| 1.5 Garanties financières..... | 11 |
| 1.5.1 Objet des garanties financières..... | 11 |
| 1.5.2 Montant des garanties financières..... | 12 |
| 1.5.3 Établissement des garanties financières..... | 12 |
| 1.5.4 Renouvellement des garanties financières..... | 12 |
| 1.5.5 Actualisation des garanties financières..... | 12 |
| 1.5.6 Modification du montant des garanties financières..... | 13 |
| 1.5.7 Absence de garanties financières..... | 13 |
| 1.5.8 Appel des garanties financières..... | 13 |
| 1.5.9 Levée de l'obligation de garanties financières..... | 13 |
| 1.6 Modifications et cessation d'activité..... | 14 |
| 1.6.1 Modification du champ de l'autorisation..... | 14 |
| 1.6.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact..... | 14 |
| 1.6.3 Équipements abandonnés..... | 14 |
| 1.6.4 Transfert sur un autre emplacement..... | 14 |
| 1.6.5 Changement d'exploitant..... | 14 |
| 1.6.6 Cessation d'activité..... | 14 |
| 1.7 Réglementation..... | 15 |
| 1.7.1 Réglementation applicable..... | 15 |
| 1.7.2 Respect des autres législations et réglementations..... | 15 |
| 2 Gestion de l'établissement..... | 17 |
| 2.1 Exploitation des installations..... | 17 |
| 2.1.1 Objectifs généraux..... | 17 |
| 2.1.2 Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts..... | 17 |
| 2.1.3 Consignes d'exploitation..... | 17 |
| 2.2 Réserves de produits ou matières consommables..... | 17 |
| 2.2.1 Réserves de produits..... | 17 |
| 2.3 Intégration dans le paysage..... | 17 |
| 2.3.1 Propreté..... | 17 |
| 2.3.2 Esthétique..... | 17 |
| 2.4 Danger ou nuisance non prévenu..... | 18 |
| 2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu..... | 18 |
| 2.5 Incidents ou accidents..... | 18 |

| | |
|--|-----------|
| 2.6 Programme d'auto surveillance..... | 17 |
| 2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance..... | 17 |
| 2.6.2 Mesures comparatives..... | 17 |
| 2.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance..... | 17 |
| 2.7 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection..... | 18 |
| 2.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection..... | 18 |
| 2.8 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection..... | 18 |
| 2.8.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection..... | 18 |
| 3 – Prévention de la pollution atmosphérique..... | 20 |
| 3.1 Conception des installations..... | 20 |
| 3.1.1 Dispositions générales..... | 20 |
| 3.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières..... | 20 |
| 4 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques..... | 21 |
| 4.1 Prélèvements et consommations d'eau..... | 21 |
| 4.2 Collecte des effluents liquides..... | 21 |
| 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu..... | 22 |
| 4.3.1 Identification des effluents..... | 22 |
| 4.3.2 Collecte des effluents..... | 22 |
| 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement..... | 22 |
| 4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement..... | 22 |
| 4.3.5 Localisation des points de rejet..... | 22 |
| 4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet..... | 23 |
| 4.4 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets..... | 23 |
| 4.4.1 Dispositions générales..... | 24 |
| 4.4.2 Rejets dans le milieu naturel..... | 24 |
| 4.4.3 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques..... | 24 |
| 4.5 Autosurveillance des rejets et prélèvements..... | 24 |
| 4.5.1 Relevé des prélèvements d'eau..... | 24 |
| 4.5.2 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux..... | 24 |
| 4.6 Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols..... | 25 |
| 4.6.1 Effets sur les eaux de surface..... | 25 |
| 5 – Déchets produits..... | 26 |
| 5.1 Principes de gestion..... | 26 |
| 5.1.1 Limitation de la production de déchets..... | 26 |
| 5.1.2 Séparation des déchets..... | 26 |
| 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets..... | 26 |
| 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement..... | 27 |
| 5.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement..... | 27 |
| 5.1.6 Transport..... | 27 |
| 5.1.7 Déchets produits par l'établissement..... | 27 |
| 5.1.8 Autosurveillance des déchets..... | 28 |
| 5.1.9 Suivi des concentrations mercurielles..... | 28 |
| 6 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses..... | 29 |
| 6.1 Dispositions générales..... | 29 |
| 6.1.1 Aménagements..... | 29 |
| 6.1.2 Véhicules et engins..... | 29 |
| 6.1.3 Appareils de communication..... | 29 |
| 6.2 Niveaux acoustiques..... | 29 |
| 6.2.1 Valeurs Limites d'émergence..... | 29 |
| 6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation..... | 29 |
| 6.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores..... | 30 |

| | |
|--|----|
| 6.3 Vibrations..... | 30 |
| 6.3.1 Vibrations..... | 30 |
| 6.4 Émissions lumineuses..... | 30 |
| 6.4.1 Émissions lumineuses..... | 30 |
| 7 – Prévention des risques technologiques..... | 31 |
| 7.1 Principes directeurs..... | 31 |
| 7.2 Généralités..... | 31 |
| 7.2.1 Localisation des risques..... | 31 |
| 7.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux..... | 31 |
| 7.2.3 Propreté de l’installation..... | 31 |
| 7.2.4 Contrôle des accès..... | 31 |
| 7.2.5 Circulation dans l’établissement..... | 31 |
| 7.2.6 Étude de dangers..... | 31 |
| 7.3 Dispositions constructives..... | 31 |
| 7.3.1 Comportement au feu..... | 31 |
| 7.3.2 Intervention des services de secours..... | 31 |
| 7.4 Dispositif de prévention des accidents..... | 32 |
| 7.4.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles..... | 32 |
| 7.4.2 Installations électriques..... | 32 |
| 7.4.3 Systèmes de détection et extinction automatiques..... | 33 |
| 7.5 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles..... | 33 |
| 7.5.1 Organisation de l’établissement..... | 33 |
| 7.5.2 Rétentions et confinement..... | 33 |
| 7.5.3 Élimination des substances ou mélanges dangereux..... | 33 |
| 7.6 Dispositions d’exploitation..... | 34 |
| 7.6.1 Surveillance de l’installation..... | 34 |
| 7.6.2 Travaux..... | 34 |
| 7.6.3 Vérification périodique et maintenance des équipements..... | 34 |
| 7.6.4 Consignes d’exploitation..... | 34 |
| 7.6.5 Interdiction de feux..... | 35 |
| 7.6.6 Formation du personnel..... | 35 |
| 7.7 Moyens d’intervention en cas d’accident et organisation des secours..... | 35 |
| 7.7.1 Définition générale des moyens..... | 35 |
| 7.7.2 Entretien des moyens d’intervention..... | 35 |
| 7.7.3 Ressources en eau et mousse..... | 35 |
| 7.7.4 Consignes de sécurité..... | 35 |
| 7.7.5 Consignes générales d’intervention..... | 35 |
| 8 – Conditions particulières applicables à certaines installations de l’établissement..... | 36 |
| 8.1 Dispositions particulières applicables aux rubriques 2510 et 2720 (A)..... | 36 |
| 8.1.1 Aménagements préliminaires..... | 36 |
| 8.1.2 Mise en service de la carrière..... | 36 |
| 8.1.3 Disposition d’exploitation..... | 36 |
| 8.1.4 Fonctionnement de la carrière..... | 37 |
| 8.1.5 Registre et plans..... | 37 |
| 8.1.6 Prévention des pollutions..... | 38 |
| 8.2 Dispositions particulières applicables à la rubrique 2515 (E)..... | 38 |
| 9 Dérogation aux mesures de protection de la faune & flore sauvage..... | 39 |
| 9.1 Nature de la dérogation..... | 39 |
| 9.2 Les mesures d’évitement et de réduction..... | 39 |
| 9.3 Les mesures de compensation et d’accompagnement..... | 40 |
| 9.3.1 Mesure de compensation..... | 40 |

| | | |
|------------|---|-----------|
| 9.3.2 | Mesure d'accompagnement..... | 40 |
| 9.3.3 | Compte-rendu de l'état d'avancement des travaux..... | 40 |
| 9.3.4 | Transmission des données naturalistes..... | 40 |
| 9.4 | Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection environnementale..... | 41 |
| 10 | Délais et voies de recours-Publicité-Exécution..... | 42 |
| 10.1 | Délais et voies de recours..... | 42 |
| 10.2 | Publicité..... | 42 |
| 10.3 | Exécution..... | 42 |
| 11 | – ANNEXE I – Plan de situation..... | 43 |
| 12 | – ANNEXE II – Plan masse..... | 44 |
| 13 | – ANNEXE III – plans de phasage..... | 45 |

1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SARL Carrière du Galion dont le siège social est situé au PK22 de la route de l'est (RN2), 97 311 Roura est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu dit « montagne Yéyé » sur le territoire des communes de Montsinéry-Tonnegrande et de Roura (coordonnées RGFG 95 N22 X= 340 784 et Y= 525 133), les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation unique tient lieu de :

- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 ;
- Récépissé de déclaration ou enregistrement d'installations mentionnées aux articles L. 512-7 ou L. 512-8

1.1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

1.1.2.1 Suppression des prescriptions relatives à l'arrêté n°1472 1B/4D du 26 septembre 1997

Les prescriptions des articles I.2 à VI.911 de l'arrêté préfectoral n°1472 1B/4D du 26 septembre 1997 autorisant la SARL Carrière du Galion à ouvrir et à exploiter une carrière de sable et de latérite sur le territoire de la commune de Montsinéry sont supprimées et remplacées par les prescriptions des articles 1.1.3 et suivant du présent arrêté ;

1.1.2.2 Modification et suppression des prescriptions relatives à l'arrêté n° 540/DEAL du 7 avril 2011

Les tableaux de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 540/DEAL du 7 avril 2011 autorisant la SARL Carrière du Galion à exploiter une carrière de sable et de latérite, au lieu dit « montagne Yéyé » sur le territoire de la commune de Montsinéry-Tonnegrande sont supprimés et remplacés par ceux de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Les prescriptions des articles 1.1.2 à 37 de l'arrêté préfectoral n° 540/DEAL du 7 avril 2011 susvisé sont supprimées et remplacées par les prescriptions des articles 1.1.3 et suivant du présent arrêté ;

1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

| Rubrique | Alinéa | Régime (*) | Libellé de la rubrique (activité) | Volume autorisé |
|----------|--------|------------|--|--|
| 2510 | 1 | A | Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux | Production maximale annuelle : 225 000 t/an dont 180 000 tonnes de sable latéritique et 45 000 tonnes de roches |
| 2720 | 2 | A | Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières (site choisi pour y accumuler ou déposer des déchets solides, liquides, en solution ou en suspension). Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. | 40 000 m³ |

8/52

| Rubrique | Alinéa | Régime (*) | Libellé de la rubrique (activité) | Volume autorisé |
|----------|--------|------------|--|---|
| 2515 | 1 | E | Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : Supérieure à 200 kW | Puissance totale maximale : 1060 kW |
| 2517 | 2 | D | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² | Aire de 9 000 m² |

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes:

| Rubrique | Régime (A, D, NC) | Libellé de la rubrique (opération) | Volume autorisé |
|----------|-------------------|---|--|
| 2.1.5.0 | A | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha | Surface nécessitant un drainage. Exploitation par phase. Périmètre total drainé 93,81 ha |
| 3.2.3.0 | A | Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha | Plans d'eau dont la surface cumulée sera de 4 hectares lors de la cessation d'activité de la carrière |

A Autorisation, D Déclaration, NC Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime

1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Communes | Parcelles | Lieux-dits |
|------------------------|-----------------------------|---------------|
| MONTSINERY-TONNEGRANDE | BE 0109, BE 0428 et BV 0016 | Montagne Yéyé |
| ROURA | BV 0016 | Montagne Yéyé |

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

L'autorisation d'exploiter porte sur le PA (périmètre Autorisé à l'exploitation) qui représente une superficie totale de 77,7 ha. Il est repéré par les bornes PA-1 à PA-12, figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe I et II.

L'accès au PA se fait depuis la RN2, dite « Route de l'Est », PK22

À l'intérieur du périmètre autorisé, les périmètres voués à l'extraction, désignés PE1 et PE2, porte sur une partie plus réduite, soit 31,5 ha, figurant sur le plan précité par les bornes PE_1-1 à PE_1-5 et PE_2-6 à PE_2-18, figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe II.

Tableau des coordonnées des limites des périmètres d'autorisation PA (RGFG95 UTM fuseau 22 Nord-Guyane):

| Périmètre d'autorisation | | |
|--------------------------|----------|----------|
| Repère | X | Y |
| PA-1 | 340660 | 525210 |
| PA-2 | 340981 | 525198 |
| PA-3 | 341033.1 | 525111.8 |
| PA-4 | 341235 | 525103 |
| PA-5 | 341343.2 | 524998.3 |
| PA-6 | 341435.8 | 524780.4 |
| PA-7 | 341553.8 | 524673.3 |
| PA-8 | 341516.4 | 524554.7 |
| PA-9 | 341610.4 | 524530.7 |
| PA-10 | 341588.7 | 524056.5 |
| PA-11 | 341115 | 524283 |
| PA-12 | 340627 | 524292.1 |

Tableau des coordonnées des limites des périmètres d'exploitation PE (RGFG95 UTM fuseau 22 Nord-Guyane):

| Roche | | | Sable Latéritique | | |
|------------------------------|--------|--------|------------------------------|--------|--------|
| Périmètre d'exploitation PE1 | | | Périmètre d'exploitation PE2 | | |
| Repère | X | Y | Repère | X | Y |
| PE_1-1 | 340839 | 525054 | PE_2-6 | 341041 | 524684 |
| PE_1-2 | 341054 | 525037 | PE_2-7 | 341030 | 524631 |
| PE_1-3 | 341199 | 524872 | PE_2-8 | 341116 | 524634 |
| PE_1-4 | 341151 | 524759 | PE_2-9 | 341241 | 524564 |
| PE_1-5 | 340777 | 524928 | PE_2-10 | 341383 | 524543 |
| | | | PE_2-11 | 341446 | 524554 |
| | | | PE_2-12 | 341578 | 524524 |
| | | | PE_2-13 | 341563 | 524111 |
| | | | PE_2-14 | 341298 | 524233 |
| | | | PE_2-15 | 341116 | 524382 |
| | | | PE_2-16 | 341054 | 524394 |
| | | | PE_2-17 | 340720 | 524599 |
| | | | PE_2-18 | 340826 | 524806 |

1.2.3 Autres limites de l'autorisation

1.2.3.1 Droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de fortage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.2.

1.2.3.2 Garantie des limites du périmètre

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité condition le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitant du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en

compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

1.2.4 Statut de l'établissement

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

En application des articles L. 181-21 et L. 181-28 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **rente (30) ans** pour la carrière, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. Pour les installations de stockage de déchets non dangereux et pour les installations de stockage de déchets dangereux, la durée de l'autorisation doit s'étendre jusqu'au dernier apport de déchets.

L'extraction de matériaux commercialisable n'est plus réalisée au-delà de **vingt-neuf (29) ans et six (6) mois**, à compter de la notification du présent arrêté, sauf intervention avant cette date d'un arrêté de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. Pour les installations de stockage de déchets non dangereux, la durée de l'autorisation doit s'étendre jusqu'au dernier apport de déchets.

La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire deux ans au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation. Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R 523-1, R 523-4 et R 523-17 du code du patrimoine.

1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations suivantes :

- remise en état du site après exploitation ;
- la surveillance des installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'exploitation de la carrière lorsqu'elles sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur à la suite d'une défaillance ou d'une mauvaise exploitation, tel que l'effondrement d'une verse ou la rupture d'une digue ;
- l'intervention en cas d'effondrement de verses ou de rupture de digues constituées de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'industrie extractive lorsque les conséquences sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur.

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes :

- 2510, Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux ;
- 2720, Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes.

1.5.2 Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état correspondant au chapitre 13 représentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières qui précise que le calcul du montant des garanties financières peut se faire selon une méthode forfaitaire détaillée ou une méthode forfaitaire globalisée.

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation de 30 ans :

| Périodes | Garantie au titre de la rubrique 2510 | Garantie au titre de la rubrique 2720 | Total HT |
|-----------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|--------------|
| 1 ^{re} phase quinquennal | 428 812,00 € | 115 838,00 € | 544 650,00 € |
| 2 ^e phase quinquennal | 367 446,00 € | 115 838,00 € | 483 284,00 € |
| 3 ^e phase quinquennal | 491 026,00 € | 115 838,00 € | 606 864,00 € |
| 4 ^e phase quinquennal | 580 359,00 € | 115 838,00 € | 696 197,00 € |
| 5 ^e phase quinquennal | 640 293,00 € | 115 838,00 € | 756 131,00 € |
| 6 ^e phase quinquennal | 700 719,00 € | 115 838,00 € | 816 557,00 € |

Les garanties financières ont été définies selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 et la circulaire du 09 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 684,8 (paru au JO du 14/01/2017) et un taux de TVA de 0.

1.5.3 Établissement des garanties financières

Avant le début de l'exploitation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.5.4 Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.8.1.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.5.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financière relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financière actualisées est adressé au préfet.

1.5.6 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

1.5.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

1.5.8 Appel des garanties financières

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée à l'article 1.1.1 susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné à l'article 1.1.1 susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné à l'article 1.1.1 susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

1.5.9 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.6.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

1.6.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée

par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.6.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.6.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

1.6.5 Changement d'exploitant

Pour les installations de stockage des déchets et les installations figurant sur la liste prévue à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, la demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

1.6.6 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant :

- Pour les parcelles sur la commune de Montsinéry-Tonnegrande la réhabilitation en vue de permettre un usage lié à l'implantation agricole ou l'installation des mines et des carrières ;
- Pour les parcelles sur la commune de Roura la réhabilitation en vue de permettre un usage lié au secteur naturel à protéger.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

1.7 RÉGLEMENTATION

1.7.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

| Dates | Textes |
|----------|---|
| 22/09/94 | Arrêté relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières |
| 02/02/98 | Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. |
| 04/10/10 | Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. |
| 31/05/12 | Arrêté fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. |
| 15/12/09 | Arrêté fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement |

| | |
|----------|--|
| 07/07/09 | Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence |
| 27/10/11 | Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement |
| 29/02/12 | Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement |
| 29/07/05 | Arrêté fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 |
| 23/01/97 | Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement |
| 31/01/08 | Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets |
| 11/03/08 | Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. |
| 19/04/10 | Arrêté modifié relatif à la gestion des déchets des industries extractives. |
| 26/11/12 | Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » |
| 30/06/97 | Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » |
| 20/04/05 | Arrêté pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses. |
| 25/01/10 | Arrêté relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement |
| 25/01/10 | Arrêté établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement |

1.7.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inerte sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eaux.

2.1.2 Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions pour le respect des mesures ERC détaillé des articles 9.1 à 9.4.

2.1.3 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

L'exploitant conservera une bande forestière de 10 mètres autour du périmètre d'exploitation.

2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

2.4.1 Danger ou nuisance non prévu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.6 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

2.6.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

2.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement l'exploitant établit chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses de l'année précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 2.6.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

2.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couverte par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum ;

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

2.8.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

| Articles | Documents à transmettre | Périodicités / échéances |
|----------|--|---|
| 1.5.3 | Attestation de constitution de garanties financières | Préalablement à la mise en service de la carrière |
| 1.5.4 | Renouvellement des garanties financières | Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3 |
| 1.5.5 | Actualisation des garanties financières | 3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01 |
| 1.6.1 | Modification des installations | Avant la réalisation de la modification |
| 1.6.5 | Changement d'exploitant | 6 mois avant le changement effectif |
| 1.6.6 | Cessation d'activité | 6 mois avant la date de cessation d'activité |
| 2.5.1 | Déclaration des accidents et incidents | Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées |
| 2.5.1 | Rapport d'accident | Au plus tard 15 jours après l'événement |
| 2.6.3 | Résultats d'auto-surveillance | Au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre de la mesure par le biais du site Internet appelé GIDAF |
| 5.1.8.2 | Déclaration annuelle des émissions | Avant le 31 mars de l'année suivante Annuelle (GEREP : site de télédéclaration) |
| 5.1.9 | Suivi des concentrations mercurielles | Tous les semestres. |
| 6.2.3 | Auto-surveillance des niveaux sonores | Un an au maximum après la mise en service de l'installation |
| 8.1.5.1 | Plan d'exploitation | Tous les ans |
| 8.1.5.2 | Plan de gestion des déchets d'extraction | Tous les 5 ans |
| 8.1.6.1 | Bilan annuel des mesures d'empoussièrément | Tous les ans, au plus tard le 31 mars de l'année suivante |

| | | |
|-------|---|--|
| 9.3.1 | Convention de contractualisation des mesures compensatoire avec l'ONF | Dans les 6 mois suivant la date de notification de l'arrêté. |
| 9.3.3 | Bilan de la mise en œuvre des différentes mesures d'évitement et de réduction | Dans un délai de 6 mois après le démarrage du chantier |
| 9.3.4 | Transmission des données naturalistes | Aux échéances de suivi des impacts et des mesures compensatoires |

3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

3.1.1 Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission de poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- La vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée et limitée à 30 km/h ;
- Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- Les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

3.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

4.1.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Prélèvement maximal annuel (*) (m ³ /an) | Prélèvement maximal Journalier (m ³ /j) (**) |
|--|---|---|
| Source d'approvisionnement du bassin pour l'eau des locaux sociaux | 200 | 0,9 |

4.1.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe. Ils respectent les dispositions techniques prévues aux articles L. 214-17 et L. 214-18 du code de l'environnement.

4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.2.1.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

4.2.1.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

4.2.1.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales et de lavage des matériaux
- les eaux usées domestiques
- les eaux pluviales potentiellement polluées aux hydrocarbures

4.3.2 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectuées à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.5 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | N°1 | N°2 | N°3 | N°4 |
|---|--------------------------|-----------------------|--|--|
| Coordonnées RGFG95 N22 | 340773-525207 | 341000-525139 | 340990-525147 | Fosse 1 : 340823-525188 Fosse 2 : 340904-525163 |
| Nature des effluents | Eaux pluviales | Eaux pluviales | Eaux potentiellement polluées (sortie du séparateur) | Eaux usées domestique |
| Débit maximal journalier (m ³ /j) | 190 | 190 | | 0,6 |
| Exutoire du rejet | Milieu naturel | Milieu naturel | | Milieu naturel |
| Milieu naturel récepteur | Crique Crabe PK 0,174 | Crique Martin PK 0 | | Épandage |

4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

4.3.6.1 Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

4.3.6.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.3 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.3.6.4 Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C,

4.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- la température est inférieure à 35 °C ;
- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- les matières en suspension totales (MTES) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D. C. O) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;

- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l ;
- La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

4.4.1 Dispositions générales

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

4.4.2 Rejets dans le milieu naturel

4.4.2.1 VLE pour les rejets en milieu naturel

| Paramètre | Code SANDRE | Concentration maximale journalière – échantillon 24 h |
|--|-------------|---|
| Température | 1301 | Inférieur à 35 °C |
| PH | 1302 | Entre 5,5 et 8,5 |
| Matières en suspension | 1305 | 35 mg/l |
| DCO | 1314 | 125 mg/l |
| Indice Hydrocarbures | 7007 | 10 mg/l |
| Poly(diallyldiméthylammonium chloride) | - | 0,21 mg/l |

4.4.2.2 Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

L'exploitant est responsable du dimensionnement de la zone de mélange associée à son ou ses points de rejets.

4.4.2.3 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

4.4.3 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

4.5 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS

4.5.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

4.5.2 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

| Paramètres | Code SANDRE | Type de suivi | Périodicité de la mesure (*) | Fréquence de transmission |
|--|-------------|-----------------|------------------------------|---|
| Poly(diallyldimethylammonium chloride) | - | Moyen 24 heures | Mensuelle | Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre de la mesure. |
| Température | 1301 | Instantané | Semestrielle (**) | |
| Conductivité à 25°C | 1303 | Instantané | Semestrielle (**) | |
| Turbidité | 6498 | Instantané | Semestrielle (**) | |
| PH | 1302 | Instantané | Semestrielle (**) | |
| Matières en suspension | 1305 | Moyen 24 heures | Semestrielle (**) | |
| DCO | 1314 | Moyen 24 heures | Semestrielle (**) | |
| Indice Hydrocarbures | 7007 | Moyen 24 heures | Semestrielle (**) | |
| Plomb | 1382 | Moyen 24 heures | Semestrielle (**) | |
| Chrome | 1389 | Moyen 24 heures | Semestrielle (**) | |

(*) :L'exploitant pourra demander au préfet l'espacement ou l'abandon de la surveillance des substances, qui, après trois campagnes de surveillance, n'auront pas été détectées dans les rejets ou auront été détectées à des concentrations ou flux bien inférieurs aux concentrations ou flux limites indiqués à l'article 4.4.2.1 du présent arrêté. L'espacement ou l'abandon effectif de la surveillance est soumis à l'accord préalable du préfet.

(**) : Saison des pluies et saison sèche

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

4.6 SURVEILLANCE DES IMPACTS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

| COMPARTIMENTS | PARAMÈTRES | MÉTHODES DE MESURE DE RÉFÉRENCE |
|--|---|--|
| SÉDIMENTS Dans la couche superficielle du sédiment, le plus près possible de la surface | Métaux Substances minérales (en mg/kg de matières sèches) | Méthodes identiques à celles relatives aux mesures effectuées dans l'eau, après préparation appropriée de l'échantillon (minéralisation par voie humide ou sèche, purification...) Les teneurs en métaux sont toujours à trouver pour une classe granulométrique déterminée |

4.6.1 Effets sur les eaux de surface

L'exploitant devra effectuer dans un délai de 18 mois après la notification du présent arrêté une étude hydrogéologique et physico-chimique des eaux des milieux aquatiques récepteurs de la carrière du Galion.

Cette étude devra prendre en compte l'impact de l'utilisation et du rejet potentiel du Poly(diallyldimethylammonium chloride).

Cette étude devra être comparée avec l'étude hydrobiologique et physico-chimique des eaux des milieux aquatiques récepteurs de la Carrière Galion de 2009 (annexe 6 du dossier de demande d'autorisation).

5.1 PRINCIPES DE GESTION

5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

5.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées (cf. article 1.2.1), tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

5.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.7 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

| Type de déchets | Code des déchets | Nature des déchets |
|-------------------|------------------|--|
| Déchets dangereux | 13 05 08* | Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures |
| | 13 01 11* | Huiles hydrauliques synthétiques usagées |
| | 13 02 06* | Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques usagées |
| | 16 01 07* | Filtres à huile |
| | 16 01 13* | liquides de frein |
| | 15 02 02* | absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses |

27/52

| | | |
|-----------------------|----------|---|
| Déchets non dangereux | 01 04 09 | Déchets de sable et d'argile (Boue de curage) |
| | 01 04 12 | Stériles et autre déchets provenant du lavage des minéraux. |
| | 15 01 01 | Emballages en papier/carton |
| | 15 01 06 | Emballages en mélanges |
| | 15 02 02 | Emballages en matières plastiques |
| | 16 01 03 | Pneus hors d'usage |
| | 16 01 12 | Patins de freins |
| | 16 01 17 | Métaux ferreux |
| | 20 02 01 | Déchets biodégradables |
| | 20 03 04 | Boues de fosses septiques |

5.1.8 Autosurveillance des déchets

5.1.8.1 Autosurveillance des déchets

Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

5.1.8.2 Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

5.1.9 Suivi des concentrations mercurielles

Un état initial de l'imprégnation mercurielle (en mercure total) de la couche superficielle du sol (terre végétale) sera effectuée, afin de déterminer la concentration seuil à ne pas dépasser dans les boues provenant des bassins de décantation pouvant être réutilisée dans le cadre d'une révégétalisation. Si la teneur en mercure de ces boues est supérieure à celle du milieu naturel mesuré (la concentration seuil), elles seront acheminées vers une zone de stockage habilitée à les recevoir.

Des points de prélèvement seront définis permettant semestriellement le taux de mercure :

- dans les sédiments de chaque bassin de décantation (deux échantillons dans chaque bassin),
- dans les sédiments en aval du point de rejet de la carrière.

6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la notification du présent arrêté. La mesure de l'émergence prendra particulièrement en compte les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

6.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

6.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

6.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES | PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|--|---|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

6.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

6.3 VIBRATIONS

6.3.1 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

6.4.1 Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

7.2 GÉNÉRALITÉS

7.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones, et en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

7.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

7.2.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

7.2.4 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

7.2.5 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

7.2.6 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

7.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

7.3.1 Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

7.3.2 Intervention des services de secours

7.3.2.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

7.3.2.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 %,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

7.3.2.3 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

7.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

7.4.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

7.4.2 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

7.4.3 Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

7.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

7.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

7.5.2 Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

7.5.3 Élimination des substances ou mélanges dangereux

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

7.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

7.6.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

7.6.2 Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

7.6.2.1 Contenu du permis d'intervention, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

7.6.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

7.6.4 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.5.2,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

7.6.5 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

7.6.6 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

7.7.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

7.7.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

7.7.3 Ressources en eau et mousse

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.

7.7.4 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

7.7.5 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

8.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX RUBRIQUES 2510 ET 2720 (A)

Les installations de carrière sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières. Elles doivent également respecter les dispositions suivantes :

8.1.1 Aménagements préliminaires.

8.1.1.1 Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

8.1.1.2 Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection GFG95 UTM fuseau 22 Nord-Guyane.

L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation.

8.1.1.3 Autres travaux

Les travaux généraux suivant seront réalisés :

- mise en place d'une clôture en périphérie de la zone d'activité ;
- repérage et signalisation matérielle des zones, à extraire, et à aménager et préserver (fossés, pistes, secteur d'intérêt écologique...) ;
- installation de panneaux de signalisation, rappelant la présence d'une carrière et ses dangers le long de la clôture,
- défrichage des terrains utiles à l'exploitation et aux équipements annexes (emprise des pistes ...)

8.1.2 Mise en service de la carrière

La mise en service de la carrière est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés aux articles 8.1.1 à 8.1.1.3 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financière (article 1.5.3) est transmis au préfet ;
- l'exploitant notifie au préfet et aux maires des communes de Montsinéry-Tonnegrande et de Roura la mise en service de l'installation relative à l'extension.

8.1.3 Disposition d'exploitation

8.1.3.1 Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

8.1.3.2 Découverte archéologique

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opération préventives seront signalées sans délai aux mairies, à la direction affaires culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées.

8.1.4 Fonctionnement de la carrière

8.1.4.1 Rythme de fonctionnement

Les périodes d'exploitation de la carrière (extraction et fonctionnement des installations de traitement) sont les suivant : 7h00 à 17h00, hors dimanche et jours fériés.

Toute demande d'extension des horaires en dehors de la plage 7h00 -17h00 devra être motivée et faire l'objet d'une demande auprès de la préfecture.

8.1.4.2 Modalité d'extraction

L'exploitation sera effectuée par banquette de 3 m en partant du haut de relief. Une berme sera préservée en bout de banquette. Elle aura une largeur de 1 m. La pente générale de la zone d'exploitation ne dépassera pas 1H/1V. Les talus des bermes auront une pente de 1H/3V environ.

Pour chaque phase d'exploitation, l'extraction se développe sur l'emprise correspondant à chacune d'elles, telle que figurée sur les plans en 13- ANNEXE III – plans de phasage et respect les surfaces, les volumes et les côtes minimales de fond de carrière suivant :

| Phase | Gisement | Surface cumulée concernée (en m ²) | Volume extractible / 5 ans (m ³) | Côtes NGG concernée en m |
|-------|---|--|--|--------------------------|
| 1 | Sables latéritiques et latérite Roche dure concassée | 37 500 7 660 | 500 000 70 000 | 120-87 27-17 |
| 2 | Sables latéritiques et latérite Roche dure concassée | 61 630 15 760 | 500 000 70 000 | 87-77 27-17 |
| 3 | Sables latéritiques et latérite Roche dure concassée | 95 970 23 260 | 500 000 70 000 | 77-70 27-17 |
| 4 | Sables latéritiques et latérite Roche dure concassée | 122 100 31 860 | 500 000 70 000 | 70-65 27-17 |
| 5 | Sables latéritiques et latérite Roche dure concassée | 140 800 35 860 | 500 000 70 000 | 65-62 32-17 |
| 6 | Sables latéritiques et latérite Roche dure concassée | 156 400 43 560 | 500 000 70 000 | 62-59 30-17 |

Concernant l'extraction de la roche concassée, les fronts de taille ne dépasseront pas 15 m.

8.1.5 Registre et plans

8.1.5.1 Plan

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

8.1.5.2 Plan de gestion des déchets

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

8.1.6 Prévention des pollutions

8.1.6.1 Plan de gestion de surveillance des émissions de poussières

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

8.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RUBRIQUE 2515 (E)

Les installations de Broyage concassage sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ».

9 DÉROGATION AUX MESURES DE PROTECTION DE LA FAUNE & FLORE SAUVAGE

9.1 NATURE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire ou enlever et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales/avifaune protégées, à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales/avifaune protégées, et à l'interdiction d'enlever et détruire des spécimens d'espèces végétales protégées dans le cadre du projet tel que décrit dans le dossier de demande sus-visé.

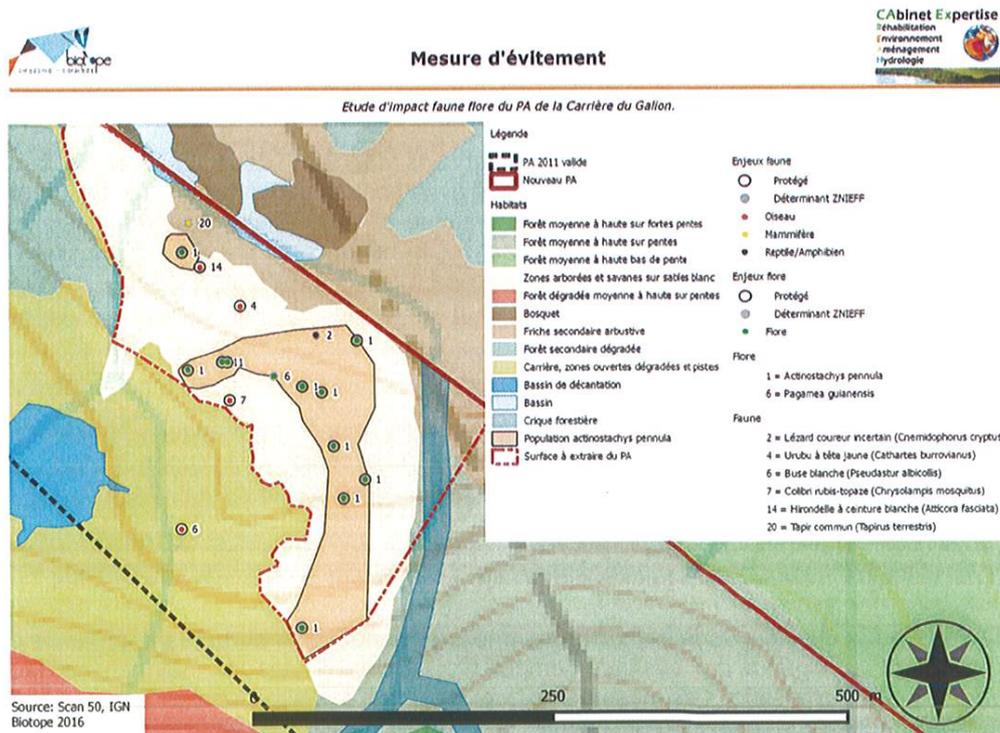
La dérogation est délivrée pour la destruction et l'altération des habitats des espèces animales/avifaunes suivantes :

| Famille | Nom scientifique | Nom normalisé | Habitat | L.R.R |
|----------------|----------------------------------|---------------------------|--------------------|-------|
| Accipitridae | <i>Pseudastur albicollis</i> | Buse blanche | Forêts et lisières | LC |
| Trochilidae | <i>Chrysolampis mosquitos</i> | Colibri rubis-topaze | Savanes | LC |
| Falconidae | <i>Ibycter americanus</i> | Caracara à gorge rouge | Forêts primaires | LC |
| Falconidae | <i>Falco rufigularis</i> | Faucon des chauves-souris | Forêts et lisières | LC |
| Thamnophilidae | <i>Hypocnemoides melanopogon</i> | Alapi à menton noir | Ripisylves | LC |
| Furnariidae | <i>Xiphorhynchus obsoletus</i> | Grimpar strié | Forêts | NT |
| Tyrannidae | <i>Rhytipterna simplex</i> | Tyran grisâtre | Forêts | LC |
| Cebidae | <i>Pithecia pithecia</i> | Saki à face pâle | Forêts primaires | LC |

9.2 LES MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

La dérogation délivrée à l'article 1.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- Évitement n°1 : L'extraction du PA de la zone arbustive et savane sur sable blanc du projet soit une surface de 6,25 ha. Cette mesure permet à la fois de préserver ce secteur et sa flore patrimoniale et évite la destruction de la fougère protégée *Actinostachys pennula* inféodée à ce type d'habitat.



- Réduction n°1 : Une planification détaillée des travaux d'exploitation par tranche avec mise en place de terrasses successives ce qui permettra à la faune de fuir la zone et de limiter les ravinements trop important.
- Réduction n°2 : Un maintien des lisières arbustives dans les zones non exploitées notamment autour de la savane arbustive sur sable blanc.

9.3 LES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

L'autorisation unique qui tient lieu de dérogation, délivrée à l'article 1 du présent arrêté est subordonnée au respect des conditions suivantes :

9.3.1 Mesure de compensation

L'exploitant viendra renforcer les mesures de gestion prévues en plan de gestion de la Réserve biologique des Montagnes Petites Tortues, tel que définit dans l'arrêté ministériel du 30 septembre 2016, par les mesures suivantes :

- Compensation n°1 : Achat de 445 panneaux supplémentaires et installation de 685 panneaux :
 - tous les 50 m pour les limites longeant la RN2
 - tous les 20 m le long des propriétés privées
 - tous les 400 m pour les autres limites.
- Compensation n°2 : participation au suivi des défrichements par imagerie aérienne (Radar et Sentinel 2) par l'agent forestier territorial, 1 jour par an pendant 15 ans suivant la date de notification du présent arrêté ;
- Compensation n°3 : participation aux tournées de surveillance sur site à trois agents forestiers territoriaux supplémentaires, 1 jour par an pendant 15 ans suivant la date de notification du présent arrêté ;

Avant tout début de travaux l'exploitant devra passer une convention avec l'ONF pour contractualiser les mesures de compensations. La convention devra au minimum reprendre les éléments de la note annexé dans le courrier du 23 juillet 2020.

Une copie de cette convention sera transmise à l'inspection des installations classées.

9.3.2 Mesure d'accompagnement

L'exploitant mettra en place les mesures d'accompagnements suivantes :

- Accompagnement n°1 : Un suivi de chantier pendant la phase de défrichement afin de s'assurer de l'absence d'espèces nicheuses protégées au sein du secteur forestier de la montagne Yéyé ou d'espèces à forts enjeux de conservation comme l'Amazone de Dufresne.
- Accompagnement n°2 : Un suivi annuel de l'état de conservation des zones dites « sensibles » comme la forêt sur flat au sud qui est susceptible d'être indirectement impactée conjointement à un contrôle régulier des Matières en Suspensions (MES) des principaux écoulements vers ces secteurs.

9.3.3 Compte-rendu de l'état d'avancement des travaux

Le bénéficiaire est tenu d'établir et de transmettre aux services de l'État, dans un délai de 6 mois après le démarrage du chantier, un bilan de la mise en œuvre des d'évitement et de réduction. Ce document indique, en outre, tout accident ou incident survenu sur le périmètre autorisé et susceptible de porter atteinte aux espèces protégées et/ou à leurs habitats. Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet du département et à la DGTM les accidents ou incident intéressant les installations, ouvrage, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

9.3.4 Transmission des données naturalistes

Le bénéficiaire vers sur l'espace de dépôt <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/> les données brutes de biodiversité acquise postérieurement à la décision administrative à l'occasion des études de suivi des impacts et des mesures compensatoires. Celle-ci sont fournies aux mêmes échéances que les suivis afférents, et le récépissé de dépôt est transmis sans délai à la DGTM Guyane. On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Conformément à l'article L. 163-5 du Code de l'Environnement, le bénéficiaire du présent arrêté de dérogation est tenu de fournir au format en vigueur aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de l'outil de géolocalisation des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité.

Ainsi, le bénéficiaire remet à la DGTM, par courriel à l'adresse suivante ub.deal-guyane@developpement-durable.gouv.fr, dans un délai de 6 mois toutes les informations utiles pour la mise à jour du système d'information susmentionné.

9.4 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION ENVIRONNEMENTALE

Le bénéficiaire visé à l'article 1.1 du présent arrêté est tenu d'établir et de tenir à disposition des services de l'État un journal de bord des travaux, précisant notamment le planning et le plan du chantier, les enjeux relatifs aux espèces protégées, l'enchaînement des phases et opérations et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté.

Ce document (journal de bord) indiquera, en outre, tout accident ou incident survenu sur le chantier et susceptible de porter atteinte aux espèces protégées et/ou à leurs habitats.

L'exploitant transmettra aussi le rapport de suivi des différentes mesures à l'issue de chaque suivi réalisé.



10 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

10.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Cayenne :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

10.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée aux mairies de Montsinery-Tonnegrande et de Roura du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché aux mairies de Montsinery-Tonnegrande et de Roura pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir :

- le conseil municipal de la commune Montsinery-Tonnegrande ;
- le conseil municipal de la commune de Roura ;
- la Communauté d'Agglomération Centre Littoral ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Guyane pendant une durée minimale d'un mois.

10.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général des services de l'État, le Directeur Général des Territoires et de la Mer en Guyane, de l'aménagement et du logement, le maire de Montsinery-Tonnegrande, le maire de Roura et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires de Montsinery-Tonnegrande et de Roura et à la société Carrières du Galion.


Le Préfet
Marc DEL GRANDE
le 16/11/2020

DGTM

R03-2020-11-17-001

Arrêté portant autorisation de déroger aux interdictions liées
aux espèces protégées et aux espaces protégés à Jérémie

LEMAIRE

*Arrêté portant autorisation de déroger aux interdictions liées aux espèces protégées et aux espaces
protégés à Jérémie LEMAIRE*



Direction de l'Environnement,
de l'Agriculture, de l'Alimentation
et de la Forêt

Service Paysages, Eau et
Biodiversité

Unité Protection de la Biodiversité

ARRETE

**portant autorisation de déroger aux interdictions liées aux espèces
protégées et aux espaces protégés à Jérémy Lemaire**

Le Préfet de la région Guyane,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 à L.412-1, R.411-1 à R.411-14 et R.412-1 à R.412-7 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane Française et La Réunion ;

VU le décret n° 47-1018 du 7 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion ;

VU le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministre chargé de l'environnement du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n°95-1299 du 18 décembre 1995 modifié, portant création de la réserve naturelle nationale des Nouragues ;

VU le décret n°98-166 du 13 mars 1998 portant création de la réserve naturelle nationale des marais de Kaw-Roura ;

VU le décret n°2006-1124 du 6 septembre 2006 portant création de la réserve naturelle nationale du mont Grand Matoury ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, sous préfet hors classe, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU le décret n°2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté R03-2019-01-09-001 portant autorisation de capture temporaire avec relâcher sur place, détention et transport de spécimens d'espèces animales protégées à Jérémy LEMAIRE ;

VU l'arrêté R03-2019-12-31-001 du 31 décembre 2019 portant Organisation des Services de l'Etat en Guyane ;

VU l'arrêté ministériel du 30 janvier 2020 portant nomination de M.Raynald VALLEE en qualité de directeur général des territoires et de la Mer en Guyane et de M.Pierre PAPADOPOULOS directeur adjoint ;

VU l'arrêté R03-2020-05-14-004 du 14 mai 2020 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté R03-2020-05-25-003 portant autorisation de prélever des échantillons de sédiments ainsi que des crevettes, mollusques et poissons au sein la réserve naturelle nationale des Nouragues ;

VU l'arrêté R03-2020-10-01-002 du 1^{er} octobre 2020 portant subdélégation de signature de M.Raynald VALLEE Directeur général des territoires et de la mer à ses collaborateurs ;

VU la demande de renouvellement d'autorisation présentée par Jérémy LEMAIRE de déroger aux interdictions liées aux espèces protégées et aux espaces protégés le 3 novembre 2020 ;

CONSIDERANT que l'autorisation ne nuit pas au maintien des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDERANT que l'autorisation est conforme aux orientations des plans de gestion des espaces protégés concernés ;

SUR proposition du directeur général des territoires et de la mer de Guyane et du directeur de l'environnement, de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt de la Guyane ;

ARRETE

Article 1 : terminologie

Au sens du présent arrêté, on entend par « spécimens » tout ou partie des espèces mentionnées à l'article 5.

Article 2 : objet de l'autorisation

Les personnes listées à l'article 3 sont autorisées à réaliser, dans le cadre d'une thèse sur les « Effets des perturbations anthropiques liées aux éléments traces sur l'écologie, l'éco-toxicologie et la physiologie des caïmans (camaninae) de Guyane Française » sur les espèces de *Paleosuchus trigonatus*, *Paleosuchus palpebrosus*, *Caiman crocodilus* et *Melanosuchus niger* les opérations suivantes : :

- la capture avec relâcher sur le lieu de capture des spécimens, la pose de puce électronique, la détention provisoire pour effectuer les prélèvements, le prélèvement d'échantillons biologiques non létaux sur les spécimens vivants, le prélèvement d'échantillons de tous types sur des spécimens morts, l'utilisation et la destruction des échantillons biologiques et le transport des échantillons biologiques.
- prélever des sédiments ainsi que des crevettes (5 max/espèces), des mollusques (5 max/espèces) et des poissons (3 max/espèces) dans la crique cascade et la crique Nouragues situées dans la réserve naturelle nationale des Nouragues. Les prélèvements pourront être effectués à l'aide d'épuisettes, de cannes à pêche, de nasses à poisson et à la main.

Les captures, prélèvements d'échantillons et transport sont autorisés sur les sites suivants : Pripri de Yiyi, barrage de petit saut, réserve naturelle nationale du mont Grand Matoury, réserve naturelle nationale des Nouragues, réserve naturelle nationale de Kaw-Roura, centre spatial, réserve naturelle régionale Trésor, centre spatial guyanais, Trois-Saut et Camopi ;

Article 3 : bénéficiaires

- BRICHOUX François, CEBC - CNRS UMR 7372
- BUSTAMANTE Paco, Littoral Environnement et Sociétés (LIENSs) UMR 7266 CNRS
- LEMAIRE Jérémy, Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC) UMR 7372 CNRS
- MARQUIS Olivier, Muséum National d'Histoire Naturelle

Les bénéficiaires sont porteurs de la présente autorisation lors des opérations visées, et sont tenus de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

Article 4 : transport des spécimens

Les spécimens sont transportés depuis :

| | | |
|------------------------|------|---|
| CNRS | vers | Jérémy LEMAIRE |
| N°275 route de Montabo | | Centre d'études biologiques de Chizé UMR CNRS |
| 97334 CAYENNE | | & Université de La Rochelle |
| | | N°405 route de Prissé la Charrière |
| | | 79360 Villiers-en-Bois |

Article 5 : spécimens

| Spécimens | Nom Scientifique (Nom commun) | Quantité | description |
|-----------|---|----------|---|
| Vivants | <i>Paleosuchus trigonatus</i> (Caïman de Schneider) | 150 | Chaque spécimen fera l'objet : - d'un prélèvement sanguin - d'un échantillon de griffe - d'un échantillon d'écaille - de mesures biométriques |
| | <i>Paleosuchus palpebrosus</i> (Caïman nain de Cuvier) | 150 | |
| | <i>Caiman crocodilus</i> (Caïman à lunettes) | 150 | |
| | <i>Melanosuchus niger</i> (Caïman noir) | 150 | |
| Morts | Tous spécimens | 100 | Des échantillons de tous types pourront être effectués sur des spécimens morts selon opportunité. |

Article 6 : durée de l'autorisation

La dérogation pour capture, capture temporaire, collecte de spécimens, prélèvement biologique et transport hors de la Guyane, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2021 et sera caduque au 31 décembre 2021.

Une copie de l'arrêté devra accompagner les spécimens jusqu'aux lieux d'utilisation. Une traçabilité devra être mise en œuvre pour pouvoir attester, à tout moment, de la légalité de détention et de l'utilisation de l'échantillon prélevé ou du spécimen mort.

Article 7 : conditions de l'autorisation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures suivantes :

- les poissons capturés sont relâchés vivants dans la mesure du possible ;
- l'impact sur le milieu est réduit à son minimum ;
- les caïmans sont relâchés immédiatement après les prélèvements biologiques ;
- les équipes des réserves naturelles nationales concernées sont informées à l'avance des dates d'intervention au sein de la réserve ;
- les personnes autorisées sont accompagnées par une ou plusieurs personne(s) de la réserve et se conforment strictement à ses (leurs) directives .

Les gestionnaires et/ou les conservateurs des réserves se réservent la possibilité de refuser la réalisation de l'étude en raison de contraintes justifiées par la gestion de la réserve (sécurité, problématiques en lien avec la conservation des espèces, non disponibilité des personnels, etc.).

Article 8 : documents de suivis et bilans

Le bénéficiaire devra transmettre à la DGTM Guyane et aux conservateurs des réserves sur un support numérique :

- l'ensemble des résultats et publications issus de cette étude ;
- un rapport de mission au plus tard deux mois après sa réalisation.

Article 9 : gestion des données

Lé bénéficiaire de la présente dérogation s'engage :

- à transmettre l'ensemble des informations relatives aux métadonnées obtenues sous un format défini en lien avec le/la chargé(e) de mission compétent(e) à la DGTM dans un délai de 3 mois à compter de la fin l'étude ;
- à mettre à disposition ses données-sources produites sous le format standard applicable en Guyane dans un délai de 6 mois à compter de la remise des rapports de missions.

Article 10 : sanctions

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté peut entraîner la suspension ou la révocation, les bénéficiaires entendus, de la présente autorisation.

Article 11 : publicité

Le présent arrêté est notifié intégralement au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 2 du présent arrêté et est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Guyane.

Article 12 : voies de recours

Dans les deux mois à compter de sa notification – pour le tiers intéressé – ou, de sa publication – pour les personnes ayant intérêt à agir – au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane, le présent arrêté peut faire l'objet de retour amiable et contentieux :

- un recours gracieux est à adresser à M, le préfet de la région Guyane – Rue Fiedmond – BP 7008 – 97307 Cayenne CEDEX.

- un recours hiérarchique est à adresser à Mme. la ministre de la Transition Écologique et Solidaire – Bureau des contentieux – Arche Sud – 92055 La Défense CEDEX

- un recours contentieux est à adresser à M. le président du tribunal administratif – 7 rue Schoelcher – BP 5030 – 97305 Cayenne CEDEX.

Tous recours amiable (recours gracieux et/ou hiérarchique) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

L'exercice d'un recours amiable a pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux. Le délai recommence à courir à compter de la réception du rejet explicite ou implicite (en l'absence de réponse de l'Administration au terme du même délai de deux mois, la décision est juridiquement qualifiée de rejet implicite).

Article 13 : droits des tiers

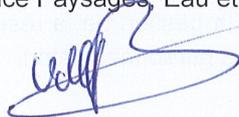
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. En particulier, cet arrêté ne vaut pas autorisation de pénétration dans des propriétés closes relevant de la loi du 29 décembre 1892 , modifiée, ou de la loi n°43.374 du 08 juillet 1943.

Article 14 : exécution

Le Secrétaire Général des Services de l'État en Guyane, le Directeur général des territoires et de la mer, le Directeur de l'environnement, de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt, le Commandant de Gendarmerie de la Guyane et le Chef du service territorial de l'Office Français de Biodiversité en Guyane, le Directeur Régional des Douanes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Cayenne le 17 NOV. 2020

Pour le préfet, et par délégation
le chef de service Paysages, Eau et Biodiversité



Vincent NICOLAZO DE BARMON

DGTM

R03-2020-11-16-007

Arrêté rejetant la demande de modification des limites de
l'AEX n°072017 par la SARL SOMIRAL Crique Benoît à

Régina

*Arrêté rejetant la demande de modification des limites de l'AEX n°072017 par la SARL SOMIRAL
Crique Benoît à Régina*

ARRETE

n°

Rejetant la demande de modification des limites de l'AEX n°07/2017 par la SARL SOMIRAL sur la commune de Régina, crique « Benoît »,

Le préfet de la région Guyane,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le code minier ;
- VU le code de l'environnement ;
- VU le code du patrimoine, livre V, relatif à l'archéologie ;
- VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements français, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion ;
- VU la loi n° 98-297 du 21 avril 1998 portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'Outre-Mer ;
- VU le décret n° 47-1018 du 7 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux départements ;
- VU le décret n° 80-331 du 07 mai 1980 modifié, portant règlement général des industries extractives ;
- VU le décret n° 2001-204 du 6 mars 2001 relatif aux autorisations d'exploitation de mines dans les départements d'outre-mer ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain ;
- VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux titres de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;
- VU le décret n° 2011-2105 du 30 décembre 2011 portant approbation du schéma départemental d'orientation minière (SDOM) de la Guyane ;
- VU le décret n° 2011-2106 du 30 décembre 2011 portant dispositions de mise en œuvre du schéma départemental d'orientation minière (SDOM) de la Guyane ;
- VU le décret du 10 juillet 2019 relatif à la nomination de M. Marc DEL GRANDE, sous-préfet hors classe, en qualité de Préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;
- VU le décret n°2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;
- VU le décret du 1^{er} janvier 2020 relatif à la nomination de M. Paul-Marie CLAUDON, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;
- VU l'arrêté n° R03-2020-01-04-002 du 4 janvier 2020, portant délégation de signature à M. Paul-Marie CLAUDON, secrétaire général des services de l'État de la Guyane ;
- VU l'arrêté préfectoral n° R03-2018-03-07-002 du 7 mars 2018 portant désignation des membres de la commission des mines ;
- VU l'arrêté préfectoral n° R03-2019-10-15-008 du 15 octobre 2019 modifiant l'arrêté préfectoral n° R03-2018-03-07-002 du 7 mars 2018 relatif à la désignation des membres de la commission des mines ;
- VU le rapport de la Direction Générale des Territoires et de la Mer en date du 2 mai 2017 visant à rendre compte de l'instruction de la demande d'AEX déposée par la SARL SOMIRAL sur la crique Benoît ;
- VU l'arrêté préfectoral n°R03-2017-05-22-011 du 22 mai 2017 autorisant la SARL SOMIRAL à exploiter une mine aurifère sur la commune de Régina (AEX n°07/2017) ;
- VU le rapport d'inspection de la police des mines en date du 18 septembre 2018 sur l'AEX n°07/2017 ;
- VU le dossier de demande de modification des limites de l'AEX n°07/2017 sur la commune de Régina, déposé le 11 juillet 2019 par la SARL SOMIRAL) ;
- VU l'état d'avancement des travaux de réhabilitation sur le PEX n°27/2004 fourni par la SOMIRAL le 24 décembre 2019 ;
- VU le rapport de la Direction Générale des Territoires et de la Mer (DGTM) en date du 12 octobre 2020 ;
- VU l'avis de la commission départementale des mines réunie en sa séance du 03 novembre 2020 ;
- CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire n'a pas rempli les engagements qu'il avait pris dans le cadre de l'octroi de l'AEX n°07/2017 en termes de réhabilitation des chantiers exploités sur le PEX n°27/2004 ;

CONSIDERANT les non-conformités majeures à la réglementation minière constatées sur l'exploitation par la police des mines le 12 juillet 2018 sur l'AEX 07/2017 ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire n'a pas fait la preuve de sa compétence à exploiter un site minier, particulièrement vis-à-vis de la protection de l'environnement, et ne satisfait donc pas à l'ensemble des critères de délivrance d'une autorisation d'exploitation tels que définis à l'article 3 du décret n°2001-204 du 6 mars 2001 et à l'article L. 611-6 du code minier ;

Sur proposition du Secrétaire général des services de l'État en GUYANE ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : GÉNÉRALITÉS

La demande de modification des limites de l'AEX 07/2017 sur le territoire de la commune de Régina, sur la crique « Benoît », sollicitée par la SARL SOMIRAL, est rejetée.

ARTICLE 2 : VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CAYENNE, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement des installations peut présenter pour les intérêts visés à l'article L. 161-1 du code minier et L. 211-1 du code de l'environnement.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le pétitionnaire devant le tribunal administratif de CAYENNE dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : EXÉCUTION

Le secrétaire général des services de l'Etat, le maire de la commune de Régina le directeur général des territoires et de la mer de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié, par extrait, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Guyane.

Le Préfet,

Marc DEL GRANDE

le 16.11.2020

Copies :

| | |
|------------------|---|
| ONF | 1 |
| Intéressé | 1 |
| Mairie de Régina | 1 |